

**CLUB**  
du développement durable

- ACTEURS
- COMMUNES
- TERRITOIRES

COMPTE RENDU

**26**

SEANCE PLENIERE DU 25 JUIN 2013

**ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS DE  
COMPORTEMENTS : NOUVELLES PRATIQUES  
PROFESSIONNELLES, NOUVELLES APPROCHES.**

### Contexte et objectifs

**Accompagner les changements de comportements**, qu'ils soient individuels ou collectifs, est un enjeu de toute démarche de développement durable. Pour parvenir à des résultats, la démarche d'accompagnement doit être rigoureuse : elle vient interpellé de nombreux **concepts**, mobiliser des **outils et approches opérationnelles** diverses, revisiter des **métiers et des habitudes professionnelles**.

La notion de comportement est **complexe** et relève de la sociologie autant que de la psychologie sociale : au-delà des pratiques, il s'agit d'actes et d'engagements, qu'il s'agit de rechercher, susciter, accompagner dans la durée.

On parle souvent de « changement de comportements », **mais de qui ?** des ménages, des producteurs et distributeurs, des prescripteurs (responsables, élus...). Le changement doit concerner chacun, si l'on veut éviter de stigmatiser l'un ou l'autre.

Enfin, le comportement est **dépendant du contexte** dans lequel évolue le sujet : son statut, sa condition économique, son environnement urbain et naturel. Il sera plus sensible à l'environnement s'il habite dans une zone polluée, moins apte à l'éco-mobilité si l'accès aux transports collectifs n'est pas adapté, ne pourra considérer un surcoût pour consommer biologique, etc.... En cela, **le changement de comportements est étroitement lié aux territoires et aux politiques publiques** qui y sont développées.

**Les collectivités en sont des acteurs clés**, aux côtés des associations et des habitants eux-mêmes.

### Principaux éléments de discussion

Le CERTU rappelle les limites des approches classiques mises en place pour « accompagner les changements de comportements ». Par exemple, en matière de mobilité, la promotion du report modal et la dégradation des modes « non soutenables » (ex : politiques limitant le stationnement) ne suffisent pas : **il faut amener les individus à être acteurs de leur changement, à choisir leurs propres raisons et façons de changer de modes**. Cela implique l'acquisition de normes et de valeurs (préférable par l'éducation dès l'enfance) et la formation tout au long de la vie. En matière de développement durable, valoriser les pionniers innovateurs et inciter les majorités à les rejoindre est un enjeu.

Le **management de la mobilité (MM)**, complète utilement l'action, par une **gestion de la demande** (en complément de l'action sur l'offre, des investissements lourds,...): **basé sur des mesures « douces » comme l'information, la communication, l'organisation des services et la coordination** des actions des différents partenaires, et la mise en place de petites infrastructures (parc à vélo, ...) et de nouveaux services, la MM est pragmatique, peu coûteuse, à ratio coût-bénéfice élevé. Elle est particulièrement efficace quand les actions sont simultanées, par exemple que une communication ciblée accompagne la mise en place de nouveaux services (vélos/autos en libre partage, transport à la demande, ...).

L'association Cap'Com, qui regroupe les acteurs de la communication publique, souligne combien le **métier de la communication doit être revisité** pour intégrer le développement durable, et non sembler être en concurrence avec ce nouvel enjeu sociétal. Les outils basés sur la seule « injonction de faire », sur l'information et la persuasion, ne permettent pas de changement durable de comportements. Il faut **expliquer les raisons mais surtout les bénéfices, situer le comportement dans le quotidien et le mode de vie des personnes ciblées**. C'est le métier des communicants, que de connaître les habitudes avant de travailler sur les nouveaux comportements. Il faut aussi apporter des idées neuves, complémentaires aux investissements lourds, pour favoriser l'appropriation du changement par la population (ex : appels à projets d'initiatives citoyennes,...). La **communication engageante** est un exemple d'approche récemment développée par des chercheurs d'Aix-en-Provence: elle vise à lier l'individu à des actes librement consentis, en donnant l'impression que l'individu garde la liberté de choix. En conclusion, Cap'Com rappelle combien l'évolution des comportements reste difficile sans pénalisation ou encouragement financiers,

Divers **témoignages concrets**, éclairent et complètent ces propos.

- un film, tourné à **Saint Priest**, montre la complémentarité de diverses initiatives (nettoyage annuel de printemps, participation et mobilisation active des conseils de quartiers dans l'action et son évaluation, éducation au développement durable, balade urbaine du PLUH, ..),
- l'expérience et les outils de communication mis en place par la **commune de St Genis Laval** et le Grand Lyon, avec son **blog développement durable**,
- les actions d'**éducation** au développement durable, comme le Plan Éducation au Développement Durable du Grand Lyon, le projet Défi Ecol'Énergie de la commune de Corbas, l'accompagnement à la gestion des déchets dans les manifestations sportives et culturelles par les associations AREMACS, le projet « famille à alimentation positive » mise en place avec l'ARDAB,
- les actions de **formation et de conseil**, comme celles de l'ALE (pour des comportements sobres en énergie), Alliance PEC Rhône Alpes (pour une consommation au travers des AMAP) et Fréquence Écoles (pour une éducation au numérique),
- en portant de manière innovante l'**information**, comme en témoigne Alliade Habitat avec son expérience d'appartement pédagogique.

**En ateliers, des préconisations ont été produites** pour que les communes du Grand Lyon développent de nouvelles pratiques en matière d'accompagnement des changements de comportements.



## PROGRAMME

8h45 - 9h00

**Café d'accueil**

9h00 - 9h15

**Introduction**

*Michel REPELIN, Vice-président du Grand Lyon, chargé du Club pour le développement durable*

*Déroulement de la séance, Denis Pozzobon, Mission Coordination Territoriale*

9h15 - 9h45

**« Changer les comportements : partager une culture commune »**

*Jean Marie Gleizes, sociologue*

9h45 - 10h00

**Film : « Accompagner les changements de comportements en matière de développement durable : regard sur St Priest »**

*Propos introductif par C. Blanchet, ABCD-Durable*

10h00 - 10h30

**« Etapes et procédés du changement de comportement : application à l'éco-mobilité dans le cadre du projet de l'EPOMM (European Platform on Mobility Management) »**

*Joris MARREL, chargé de projets Management de la Mobilité, CERTU/DD/PST*

*Jean François FRITCH, sociologue du déplacement, CERTU/DD/PST*

10h30

**Echanges**

10h30

**Quelles stratégies de communication en matière de développement durable : au-delà des communications « classiques », évolutions et nouvelles approches**

*Christophe BULTEL, Cap'Com*

10h50

**Témoignages autour d'outils et de démarches en matière de communication et changement de comportements**

*Commune de Saint Genis Laval, Valentine Lemaire, en charge de l'Agenda 21*

*Le blog développement durable du Grand Lyon, Anouk Desouches, chargée de mission DD, Grand Lyon*

11h20

**Echanges**

11h30

**L'éducation au développement durable : de la prise de conscience à l'engagement ?**

*Olivier Martel, chargé de mission Plan Education au Développement Durable, Grand Lyon*

**Témoignages**

**Projet Défi Ecol'Energie**

*Commune de Corbas, Dominique Babe, adjointe en charge de l'éducation*

**Le tri des déchets dans les événements sportifs et culturels**

*Association AREMACS, Yohan Gillet, Président, accompagné de Yann BELLET*

12h00

**Echanges**

.....  
Séance du 25 juin 2013

ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS DE COMPORTEMENTS :

NOUVELLES PRATIQUES PROFESSIONNELLES, NOUVELLES APPROCHES

- 12h15**                    **Repas**
- 14h00**                    **Bilan carbone de la rencontre du jour**  
*C. Blanchet, ABCD-Durable*
- 14h05**                    **Actualités**
- 14h10**                    **Benchmarking de pratiques innovantes en France et à l'étranger**  
*Maya Auguste, apprentie, Grand Lyon*
- 14h30**                    **Ateliers : Accompagner le changement de comportements**  
*Présentation des consignes de travail, C. Blanchet, ABCD-Durable*
- Atelier 1 : Vers des comportements sobres en énergie : Famille à Economie Positive, Défi 80 km, Watt et Moi**  
*Témoignage : Thibault Oustry, Agence Locale de l'Energie*
- Atelier 2 : Consommer autrement en maintenant l'agriculture paysanne : situation dans le Rhône**  
*Témoignage : Laure Galland, Alliance PEC Rhône Alpes*
- Atelier 3 : Développer l'esprit critique face au numérique**  
*Témoignage : Doris Bruyas, Association Fréquence Ecoles*
- Atelier 4 : Accompagner les éco-gestes dans l'habitat : l'appartement pédagogique**  
*Témoignage : Marina De Oliveira, Alliade Habitat*
- 16h00**                    **Restitution des ateliers**
- 16h40**                    **Débat conclusif**  
*animé par Jean Marie Gleizes*
- 17h00**                    **Conclusions et clôture**  
*Michel REPPELIN, Vice-président du Grand Lyon, chargé du Club pour le développement durable*

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>7</b>
<b>CHANGER LES COMPORTEMENTS : PARTAGER UNE CULTURE COMMUNE.....</b>	<b>8</b>
<b>PROJECTION DU FILM « ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS DE COMPORTEMENTS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE : REGARD SUR SAINT PRIEST » .....</b>	<b>9</b>
<b>« ETAPES ET PROCÉDÉS DU CHANGEMENT DE COMPORTEMENT : APPLICATION À L'ÉCO-MOBILITÉ.....</b>	<b>9</b>
<b>ECHANGES .....</b>	<b>11</b>
<b>QUELLES STRATÉGIES DE COMMUNICATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : AU-DELÀ DES COMMUNICATIONS « CLASSIQUES », ÉVOLUTIONS ET NOUVELLES APPROCHES .....</b>	<b>12</b>
<b>TÉMOIGNAGES « OUTILS ET DÉMARCHES DE COMMUNICATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE » .....</b>	<b>14</b>
<b>L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE : DE LA PRISE DE CONSCIENCE À L'ENGAGEMENT ? .....</b>	<b>15</b>
<b>TÉMOIGNAGES.....</b>	<b>16</b>
<b>ECHANGES .....</b>	<b>17</b>
<b>ACTUALITES.....</b>	<b>18</b>
<b>BILAN CARBONE DE LA SEANCE.....</b>	<b>18</b>
<b>BENCHMARKING DE PRATIQUES INNOVANTES EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER .</b>	<b>20</b>
<b>ECHANGES .....</b>	<b>20</b>
<b>TRAVAUX EN ATELIERS.....</b>	<b>21</b>
<b>RESTITUTION DES TRAVAUX EN ATELIERS .....</b>	<b>21</b>
<b>DEBAT CONCLUSIF .....</b>	<b>25</b>
<b>PROCHAINES ECHEANCES .....</b>	<b>26</b>
<b>CONCLUSION ET CLOTURE.....</b>	<b>26</b>
<b>SYNTHÈSE DES EVALUATIONS INDIVIDUELLES DE LA SEANCE CLUB DD DU 25 JUN 2013 .....</b>	<b>28</b>

# INTRODUCTION

## Michel Reppelin

*Vice-président du Grand Lyon chargé du Club pour le développement durable  
Maire de Collonges-au-Mont-d'Or*

Bienvenue à tous à Collonges : l'année passée, nous avons déjà eu la joie de vous accueillir dans le parc à côté de la mairie et les participants avaient apprécié cette rencontre champêtre sous les arbres. C'est pourquoi nous avons souhaité renouvelé ce type de journée, en vous accueillant au parc de la Jonchères, en avant première. En effet, son inauguration aura lieu le 5 juillet prochain : la commune de Collonges-au-Mont d'Or a souhaité transformé un ancien préau en espace pouvant accueillir des spectacles, des fêtes et proposer des espaces sportifs (agrès par exemple, si vous voulez vous remettre en forme, mais aussi une piste pour la course à pied. Il est longé par une résidence de l'OPAC accueillant 8 logements sociaux. Ce parc est en zone inondable (les repères de crues de 1840 1955 et 2001 sont visibles) : nous profiterons de cette spécificité pour mettre en place des actions culturelles sur l'histoire du territoire et des actions pédagogiques en lien avec les problématiques de risques d'inondations. Enfin, il faut noter que ce parc est situé à proximité des transports collectifs (300 m à pied) et que pour cette rencontre, nous avons mis en place un évènement de covoiturage sur le site du Grand Lyon pour vous permettre de retenir un mode de déplacement plus responsable.

Cette journée visera à faire une synthèse des enjeux et des outils pour mobiliser tous nos partenaires, les habitants, les associations et la société civile en matière de développement durable, notamment vers des nouveaux comportements.

Les élus se mobilisent progressivement, mais toujours persistent les questions telles que « comment atteindre nos habitants ? » « comment les intégrer dans les agendas 21 ? », « quels outils utiliser pour créer des effets d'entraînement du plus grand nombre ? » ...

Divers intervenants partageront avec nous leurs expériences, présenteront des méthodes. Dans la continuité des précédentes séances du Club DD, nous échangerons à partir des « succes stories » des uns et des difficultés des autres. On apprend toujours de celles-ci : il ne faut pas avoir peur de dire ce qui ne va pas, car cela peut aider les autres à ne pas faire les mêmes erreurs.

La problématique de l'accompagnement du changement de comportements en matière de développement durable nous concerne tous. Mais les actions à mettre en œuvre dépendront des communes : certaines approches seront reproductibles dans vos communes, d'autres non. L'échange permettra de nous enrichir, néanmoins.

Ces quelques mots d'introduction étant dit, je tiens à vous rappeler que, comme l'année passée nous mangerons dehors, au soleil et sous les arbres. Je vous souhaite une journée riche et pleine d'enseignements et d'échanges.

## Denis Pozzobon

*En charge de l'animation du Club pour le développement durable  
Direction Générale - Mission Coordination Territoriale*

Denis Pozzobon présente les **différentes interventions programmées** (voir programme ci-dessus) et remercie les intervenants de leur participation à la rencontre.



# CHANGER LES COMPORTEMENTS : PARTAGER UNE CULTURE COMMUNE

**Jean Marie GLEIZES**

*ABCD-Durable / Terre Avenir et Territoires*

| Support de présentation en **Annexe 1**

Bonjour, je vais essayer de faire une mise en situation de ce que peut l'on peut entendre par changement de comportements. De quoi veut-on parler ?

« **Changer** » : ce verbe a de nombreux synonymes : se convertir, bouger, innover, bouleverser, substituer, chambarder, métamorphoser, transfigurer, convertir, modifier, transformer, transmuier, transmuter, refondre, réformer, remanier, remodeler, remplacer, renouveler, évoluer, révolutionner.

« Changer », c'est difficile, c'est passer d'un état à un autre, d'un état où l'on est installé, d'un univers connu, à autre chose... pourquoi ? est-ce vraiment utile ? qu'est-ce qui nous incite à changer ? Albert Brie dit « avant de changer d'idée, il faudrait déjà s'assurer d'en avoir une » ... Et enfin, vers où souhaite-t-on changer ? Cela fait beaucoup de questions. Il y a des moments d'inquiétudes, d'interrogation, car ce n'est pas évident.

« **Comportement** » ... Ce mot recouvre diverses réalités : des gestes (comme mettre un papier dans la corbeille), des actes (on pose un acte, c'est plus fort, c'est réfléchi au préalable), des pratiques (qui s'instituent dans le temps, comme le covoiturage), des postures, etc... Le comportement renvoie aussi aux représentations sociales... mais si je n'arrive pas à me représenter un univers, comment puis je me projeter dans cet univers vers un autre univers ? Le comportement, enfin, qu'il soit individuel ou collectif, peut être inné ou acquis.... C'est dire la complexité de vouloir agir sur les comportements.

D'ailleurs, qui est concerné ? De qui veut-on changer les comportements ? Des individus, des ménages, des usagers, des consommateurs ...des producteurs, des distributeurs, des financeurs... des décideurs, des prescripteurs (responsables, élus...), des techniciens, experts, ... Il est clair que s'en tenir à vouloir changer les comportements des individus peut induire une stigmatisation, voire une culpabilisation... et serait donc peut efficace. Les stigmatisations ne sont pas efficaces, pas opérantes. Il faudrait éviter de fabriquer de la schizophrénie comme les produits industriels type mac'do.

Les comportements dépendent aussi grandement des divers contextes de vie, parmi lesquels les contextes de travail (travailler postés, ou non, ..), d'habitat (en espace périurbain, rural, ou urbain,..), de contexte économique (chômeur ou actif, ..), de statut social (ainsi, pour certains, la prise des transports en commun est socialement dégradant : la voiture de luxe représentant le summum de la réussite), du contexte environnemental (nuisances sonores et olfactives, zones à risques,...) des déterminants psychologiques... Tout cela influe sur le comportement.

En conclusion, la question que nous abordons aujourd'hui est, par essence, complexe. Elle est aussi globale. Changer de comportement en matière de développement durable, est ce changer un geste, une pratiques (sans changer le reste), agir donc de manière relativement sectorielle ? en acceptant que d'autres comportements individuels restent inchangés ?... ou est-ce viser un changement plus global, une cohérence plus globale, une évolution vers plus d'éco-citoyenneté ? Une autre question me semble également fondamentale, en lien avec la temporalité : comment faire perdurer ces changements ?

**Corinne BLANCHET**

*ABCD-Durable, Directrice*

| Support de présentation en **Annexe 1**

« **Accompagner** » les changements de comportement. Le verbe « accompagner » vient interpeller les **divers accompagnateurs à mobiliser, dans leurs métiers, leurs approches professionnelles**. Il s'agit



Séance du 25 juin 2013

ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS DE COMPORTEMENTS :  
NOUVELLES PRATIQUES PROFESSIONNELLES, NOUVELLES APPROCHES

notamment des acteurs de l'information, la communication, la formation, l'éducation et la mise en place de démarches de concertation et de participation des citoyens et usagers.

Aujourd'hui le fil directeur de la journée (mais aussi du film que nous allons projeter dans un instant autour de l'expérience de Saint Priest) vise à faire témoigner **différents accompagnateurs** qui agissent soient :

- en mobilisant les outils et compétences de la **communication**, comme Cap'Com, la commune de St Genis Laval, le blog développement durable du Grand Lyon
- en portant des actions d'**éducation** au développement durable, comme le Grand Lyon dans le cadre de son Plan Education au Développement Durable, mais aussi comme la commune de Corbas et son projet Défi Ecol'Energie, l'associations AREMACS,..
- en mettant en place des actions de **formation et de conseil**, comme le fait l'ALE , Alliance PEC Rhône Alpes ou Fréquence Ecoles
- en portant de manière innovante l'**information**, comme en témoigne Alliad Habitat avec son expérience d'appartenance pédagogique
- en construisant des dispositifs de **participation citoyenne et d'évaluation participative**, comme à Saint Priest

Un second fil directeur est la transformation des personnes ou publics ciblés. Les divers accompagnements leurs permettront des transformations, le passage d'un état à un autre par rapport à une problématique : indifférent ? informé ? conscient ? sensible ? sensibilisé ? préoccupé ? intéressé ? impliqué ? acteur ? engagé ? changé ? etc.

Le film, produit par le Grand Lyon et réalisé par ABCD-Durable en association avec IDAYA, a tenté de suivre ces deux fils directeurs, sur le territoire de la commune de Saint Priest. Je vous laisse le découvrir.

## PROJECTION DU FILM « ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS DE COMPORTEMENTS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE : REGARD SUR SAINT PRIEST »

Production : Grand Lyon  
Réalisation : ABCD-Durable / IDAYA

### « ETAPES ET PROCÉDÉS DU CHANGEMENT DE COMPORTEMENT : APPLICATION À L'ÉCO-MOBILITÉ

Jean-François FRITSCHÉ,  
*Sociologue du déplacement, CERTU/DD/PST*

| Support de présentation en **Annexe 2**

Beaucoup de points soulignés dans mon propos ont déjà été signalés par JM GLEIZES ou dans le film : cela permettra de rentrer en résonance avec les interventions précédentes.

**Pourquoi le CERTU s'intéresse-t-il à la mobilité, en lien avec l'étude des changements de comportements ?** car la mobilité construit la ville, est traductrice et productrice de relations entre des groupes sociaux, est synonyme de modes de vie (« dis moi comment tu te déplaces, je te dirais qui tu es »). Elle se traduit en diverses façons de pratiquer son espace de vie. Elle est aussi fortement corrélée avec le niveau d'éducation que la catégorie socioprofessionnelle des personnes. Ce n'est pas qu'une pratique de



Séance du 25 juin 2013  
ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS DE COMPORTEMENTS :  
NOUVELLES PRATIQUES PROFESSIONNELLES, NOUVELLES APPROCHES

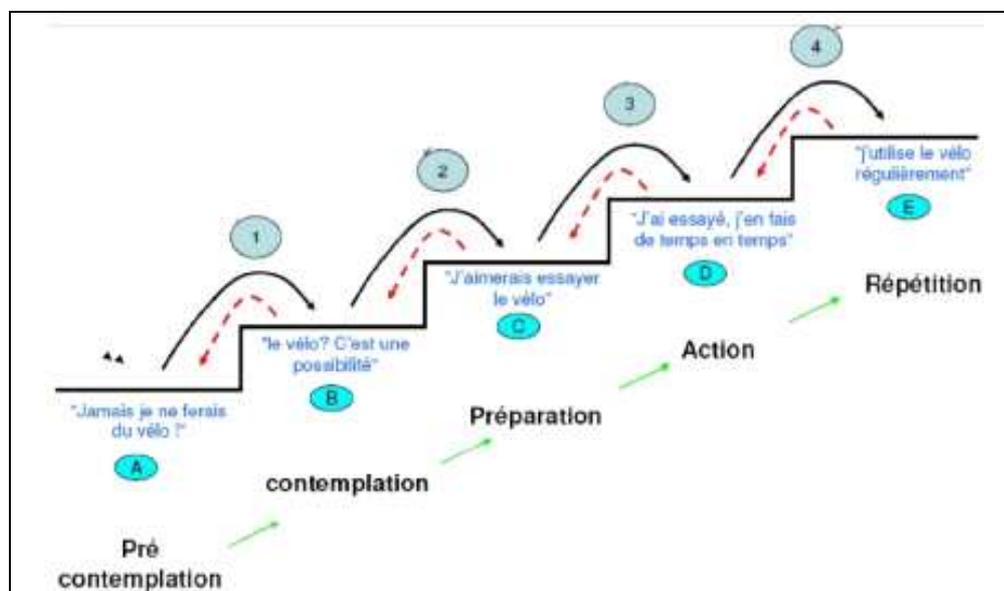
tubes (il passe tant de personnes... donc on dimensionne), ce n'est pas réductible à une somme de déplacements. Si l'on veut changer les comportements de mobilité, il faut donc comprendre l'organisation des déplacements et les logiques qui les construisent.

**L'analyse technique traditionnelle se trouve confronter à des limites.** On a longtemps fait la promotion du report modal par l'amélioration d'un mode de transport ou la dégradation d'un mode concurrent (par exemple : on agit sur le stationnement pour motiver les usagers à utiliser les transports collectifs). Cela revient à postuler que les acteurs sont rationnels et vont chercher à optimiser leurs déplacements (coûts temps). Cela revient à postuler que les usagers sont homogènes (« ils réagiront tous avec la même rationalité »), « finis » (« ils choisissent uniquement sur des données objectives de description des modes de transport, par exemple le temps du parcours »), prévisibles (« leur choix au regard de ces données objectives est modélisable »), et analytiques (ils adaptent en continu leur comportement en fonction d'une évaluation en continue des modes de transport). Ce qui n'est pas du tout le cas.

Un raisonnement basé sur la minimisation des temps et des coûts de déplacements, rend compte imparfaitement des pratiques modales, par une trop grande simplification du système qui nous intéresse. En fait, les pratiques sociales produisent la mobilité et rétroagissent sur la mobilité (par exemple, les TC bénéficie d'une meilleure image car on a su vendre une nouvelle catégorie de TC métro tramway bus avec des services de qualité : prendre le TC n'est plus dégradant. On a alors travaillé avec succès à maîtriser ces phénomènes de distinction qui freinent l'usage des TC pour certains).

Il faut donc aller plus loin que les approches classiques et que les incitations déjà mises en places : **il faut amener les acteurs à choisir leurs propres raisons et façons de changer de modes.** Pour viser un changement dans la durée, il faut rappeler que les comportements ont des temps de vie très longs : ceux acquis pendant l'enfance sont conservés longtemps. Ceux acquis plus tard, par une injonction à l'âge adulte sont vécues comme un stress. Par exemple un enfant qui n'a jamais pris les TC pourrait adulte ressentir le TC comme très stressant. Ces changements ne sont pas que des processus individuel, ils s'inscrivent dans les pratiques et les constructions sociales, apportés tout au long de la vie et dès l'enfance. L'information, est cruciale dans ce processus, mais ne suffit pas à elle seule.

Ces nouvelles approches visent à faire progresser la personne d'un état à un autre : pré-contemplation, contemplation, préparation, action, répétition (comme le montre le diagramme ci-dessous)



Dans ce diagramme, les flèches en pointillé rouge sont très importantes : elles rappellent que « rien n'est acquis en matière de changement de comportement ».

En conclusion, le changement de comportement est une approche dynamique, dont les individus doivent être acteurs pour qu'il réussisse dans la durée. Il s'inscrit dans un processus plus vaste de diffusion dans la société, et nécessite un contexte favorable (légal, politique, social, éthique et culturel), souvent aussi une

évolution des valeurs et des normes. Il est souvent, en matière de développement durable, porté d'abord par des pionniers : nous avons comme enjeu de valoriser ces pionniers et d'inciter les majorités à les rejoindre.

## Joris MARREL,

Chargé de projets Management de la Mobilité, CERTU/DD/PST

### | Support de présentation en Annexe 3

Le management de la mobilité propose une approche visant :

- à faire basculer un modèle « tout voiture individuelle » vers des modes de déplacement alternatifs (vélo, transport collectif, ...)
- en se confrontant à la problématique de l'image de la voiture comme symbole de la réussite sociale

Initié aux Pays Bas, le management de la mobilité (MM) est un concept européen, vieux d'une quinzaine d'année. Il part d'un constat : les distances domicile travail sont en augmentation constante (en 2007 la distance domicile travail moyenne est de 14,7 km,...). Dans le même temps, les infrastructures et services de mobilité restent insuffisants pour répondre aux besoins. Ces déplacements engendrent des coûts (économiques - pertes compétitivités, saturation des réseaux en lien avec la congestion routière -, sociaux (santé, stress), et environnementaux (augmentation continue des GES liées aux transports) de plus en plus lourds pour la société.

Par **définition**, « la MM consiste à promouvoir des transports durables et à **gérer la demande** de transport en voiture, en modifiant les attitudes et les comportements des individus et des entreprises. Il est fondé sur des mesures dites douces telles que **l'information, la communication, l'organisation des services et la coordination des actions** de différents partenaires »

Il s'agit donc d'un changement de paradigme visant la maîtrise de la demande et proposant des mesures simples, **pragmatiques**, souvent peu coûteuses ... en complément des infrastructures lourdes. Certains moyens en « petites » infrastructure (parc à vélo, refonte d'accès,..) ainsi que les actions de la MM ont généralement un ratio coûts bénéfices élevé, à condition que les actions mises en œuvre soient ciblées et simultanées.

En conclusion, la MM est une notion évolutive dans le temps : elle comprend une boîte à outils, mais incite chacun à élaborer ses propres mesures, tenant compte du contexte et de la culture locale... Il est possible de s'inspirer des nombreux exemples européens ([www.epomm.eu](http://www.epomm.eu)).

A **l'échelle des communes**, il s'agirait par exemple d'intégrer ces préoccupations dans les PLU, de créer des plans de déplacements (PDE) par mairie, de mettre en place un conseil en mobilité, de prévoir une communication ciblée à mettre en place, voire un marketing individualisé. A ce sujet, il importe de rappeler que les changements sont plus faciles lorsqu'ils correspondent à un changement de vie (déménagement, mutation, naissance, mariage, décès,...). Naturellement, le développement de nouveaux services est également une part importante du MM : vélos/autos en libre partage, transport à la demande, co-voiturage, ...

## ECHANGES

**Christine Servillat** (MCT, Grand Lyon) : Il ne faut pas être trop maximaliste sur les changements de comportements attendus. Si une personne est « accro » à la voiture, on peut aussi passer un message incitant à prendre le TC une fois par semaine .... pour commencer. Et espérer qu'ils répètent ensuite le geste. Il ne faut pas obliger les gens à changer tout du jour au lendemain, et risquer des rechutes... il faut y aller progressivement et ne pas culpabiliser les gens, savoir être modeste.

**Jean Claude Muller**, adjoint à la sécurité, à l'urbanisme, au DD et à la prévention, La Mulatière : Quelle a été l'évolution des pédibus ? on en a beaucoup parlé à un certain temps, mais aujourd'hui, on n'en entend plus parler. J'avais essayé sur ma commune mais ça n'a pas marché : les parents d'élèves ne sont pas

motivés, malgré de nombreuses réunions. Le Grand Lyon a accompagné le développement des pédibus : où en est-on aujourd'hui ? combien de pédibus ont été lancés, et combien en reste-t-il aujourd'hui ?

**Olivier Martel**, chargé du Plan Education au Développement Durable, SSA, Grand Lyon : aujourd'hui 60 écoles ont des lignes quotidiennes de pédibus. Il existe un blog pédibus Grand Lyon. Après avoir été animé par le Service Stratégie d'Agglomération, c'est la Direction de la Voirie qui est aujourd'hui en charge de les suivre. On constate effectivement une légère baisse.

*Une participante* : on en a croisé un en passant à Caluire...

**Guy David**, maire de Saint Germain au Mont d'Or : le concept de changement que vous avez abordé a de multiples facettes. Il faut l'enrichir du **concept d'intérêt** : notre société est ritualiste. Alors qu'on parlait de devoir manger 5 fruits et légumes par jour, Mac Do développe des publicités pour ses burgers, incitant à une consommation de masse peu responsable. L'intérêt de la personne individuelle est balayée dans une société où l'intérêt prime. Je pense également qu'il y a deux niveaux de changement : le changement spontané et le changement profond qui s'acquiert avec réflexion etc... Bref, pour moi la notion d'intérêt est fondamentale dans la réflexion sur les comportements : intérêt individuel, personnel, intérêt financier, intérêt pour la société, pour soi. Il faut faire un écho entre l'intérêt pour la personne, pour la collectivité et l'intérêt général de faire ou de ne pas faire quelque chose.

## QUELLES STRATÉGIES DE COMMUNICATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : AU-DELÀ DES COMMUNICATIONS « CLASSIQUES », ÉVOLUTIONS ET NOUVELLES APPROCHES

**Christophe BULTEL**,  
Cap'Com

| Support de présentation en **Annexe 4**

Quand on évoque la communication et le développement durable, un premier problème réside dans les regards portés les uns sur les autres, les « à priori » du moment. Pour les habitants, les communicants n'y comprennent rien. Pour les communicants, le développement durable est un outil de communication. Mais dans la relation avec les services en charge du DD, celui-ci fait souvent l'objet de tensions et de mécompréhensions entre chargés du DD et chargés de la communication. Il faut améliorer les compétences des acteurs de la communication en matière de développement durable.

La communication développement durable, c'est souvent faire connaître ce qu'on fait... mais on ne s'interroge pas sur ce que les cibles vont être capables de comprendre ? avant de penser est ce qu'ils vont avoir envie de changer de comportement ? et ensuite est ce qu'ils vont effectivement changer de comportements ? L'exercice est complexe car on espère obtenir des résultats.

- 1) **Resituer la question du DD**. Crise sociale, économie, écologique ; on est dominé par la culture de l'abondance, l'opulence, la surconsommation... mais il faut préparer la transition pour ne pas aller dans le mur. On est à la croisée entre deux visions : d'un côté un mode de développement fondé sur la croissance et de l'autre côté une vision éthérée de la durabilité, qui a été banalisée, polluée car le terme suscite aujourd'hui désintérêt, hostilité, voire inertie.  
Aujourd'hui, il y a beaucoup de résistance car les gens ont un rapport de domination de l'homme sur les paysages et la nature. Ainsi, alors qu'il est une force pour le tourisme local en Italie, le loup est un problème en France. Il reste un problème culturel qu'il ne faut pas nier : les français n'ont pas compris de quoi on leur parle, quand on évoque la biodiversité. Il faut faire de l'éducation.

- 2) **Revoir la manière de faire de la communication.** Si l'ADEME fait un très bon travail, elle fait une grave erreur en cherchant à obtenir des changements de comportements par des injonctions... les offres de produits plus éco-responsables sont réellement équitables, environnementales, etc. ce n'est pas du greenwashing. L'offre est réelle et crédible. Il faut préparer à l'usage, expliquer l'utilisation. Les gens veulent changer mais ils ne voient pas encore les solutions arriver, il faut aller vers eux avec le langage et les solutions.
- 3) **Ancrer la communication dans l'analyse de leur quotidien, dans leur mode de vie.** Le travail des communicants, c'est de réaliser cette analyse et élaborer le message qui convienne à la cible visée. Il faut aller interroger les gens dans leur vie quotidienne. Par contre, il faut être attentif à ne pas interroger ceux qui sont déjà engagés, car ils ne reflètent pas la majorité visée. C'est pourquoi je pense que promouvoir l'exemplarité est une connerie. Rien n'est exemplaire dans notre monde. Cela peut même amener certains acteurs à ne plus vouloir évoquer le DD.
- 4) **Ce qui se joue aujourd'hui est la recherche de cohérence des politiques publiques :** Ainsi, pour l'agglomération de Nantes qui dispose d'un des premiers tramway de France, paradoxalement, on constate 57% d'autosolisme, un co-voiturage qui ne prend pas, des voies saturées etc... les élus voulaient supprimer les voitures, se plaçaient en injonction contre son usage et cela n'a pas marché. Ils ont écouté les pratiques sociales, pour comprendre ce qui se joue avant d'initier des processus pour changer les comportements. Les communicants ont trouvé l'idée des initiatives citoyennes : un appel à projet a permis de collecter 200 projets, dont 80 ont reçu un financement. En ouvrant la démarche aux initiatives citoyennes et aux besoins individuels, la collectivité a créé une opportunité pour que les citoyens s'emparent d'actions d'intérêt général.
- 5) **La communication doit expliquer les bénéfices.** Nous sommes dans une société d'hyper individus, qui ont chacun à titre individuel des besoins différents selon leur niveau d'éducation, leur rapport à l'espace et au temps, leur lieu et quartier d'habitation. Or il faut que chacun comprenne le bénéfice que va lui apporter le changement. Une enquête montre que, par ordre de priorité, les consommateurs français placent le coût et la santé comme bénéfices recherchés en priorité.
- 6) **La communication doit adopter un rythme adapté.** Face à la saturation d'information, le rythme de notre communication est important : le public est influencé par ce qui se passe autour de lui, par des événements nationaux (comme la semaine du DD par exemple) : il faut en tenir compte.  
Si l'information ne me touche pas dans mon quotidien, elle est peu entendue. Par exemple, en lien avec l'objectif de zéro phyto dans les espaces verts, si je vois des plantes nouvelles apparaître dans les espaces verts, que je ne voyais pas avant, ça me fait peur. Je vois des personnes brûler les plantes. Donc je ne comprends pas. ... on n'est pas habitués à fleurir des espaces communs ils vont être détruits.
- 7) **Avant de travailler sur les comportements, il faut connaître les habitudes :** la communication peut donner des socio types pour éviter de ne tenir compte que des lectures CSP, mais adopter une lecture des mêmes pratiques sociales (lieu, quartier, richesse). On constate aussi que l'on est sur le terrain des croyances acquises (éducation, culture) : la communication ne peut rien faire si elle ne va pas sur ce terrain, pour faire tomber certaines croyances, en mettant en scène les nouveaux bénéfices à gagner, les résultats que l'on peut atteindre...
- 8) **la communication place dans les récits de vie les changements de comportements possibles.** On constate par exemple une certaine sensibilité des jeunes au bénévolat : nombre d'acteurs solidaires sont des jeunes, pragmatiques, proches de chez eux, bénévoles et dynamiques. Ils traitent en priorité du lien social. Pour cette cible il faudra donc travailler pour expliquer le bénéfice à modifier les comportements à effet négatif sur l'environnement.
- 9) **La communication doit promouvoir la consommation responsable** qui permet d'agir à travers ses achats, à son niveau. Sur ce point, le prétexte à ne pas faire sera souvent « il y a des gens qui ne le font pas alors pourquoi je le ferais. La aussi, l'exemplarité peut devenir un piège.  
Mobiliser des relais, des ambassadeurs qui peuvent relayer les infos (ex : bailleurs sociaux)
- 10) Tenir compte de la défiance et la perte de confiance des français envers les élus que l'on voit en incapacité de proposer un scénario d'avenir, envers l'Etat qui ne fait pas ce qu'il devrait faire, envers l'Europe et envers l'entreprise.

- 11) **La posture du communicant** : ne pas valoriser. Il faut voir ce qui fait sens commun, rendre lisible ce qui est complexe, se mettre du côté de ceux à qui on va parler plutôt que du côté de celui qui parle, il y a des facteurs limitant qui font qu'on est égo centrés (ex : ne plus dire : il faut dire cela, mais il est important qu'ils comprennent)  
On est sur des temporalités différentes (temps des élus, temps des entreprises, temps des habitants ou paradoxal, temps des planificateurs) il faut expliquer pourquoi ces temps ne sont pas toujours conciliables
- 12) **Les démarches PLU et de prospectives territoriales sont propices** pour montrer aux habitants que les choses prennent du temps, que c'est complexe et qu'ils développent leur expertise d'usage. Il faut un transfert de compétences, des élus aux citoyens par exemple, mais encore faut-il que les techniciens acceptent de transférer ces compétences.
- 13) **Communication engageante** : le concept s'appuie sur les travaux d'une équipe de chercheurs en sciences de l'information et de la communication et en psychologie sociale d'Aix en Provence, testé sur quelques expériences terrains. Les changements sont initiés que si on les place très proches des gens concernés : ils peuvent ainsi prendre conscience qu'ils peuvent agir. Plutôt que d'aligner les discours incantatoires ou de mettre en place des choses loin de leur lieu de vie, il faut aller dans les lieux de vie, au plus proche des personnes ciblées (exemple : les gardiens d'immeubles). Il convient ensuite d'identifier des terrains d'actions (ex nettoyage des plages, de printemps) pour qu'elles puissent comprendre où elles peuvent facilement co-agir.
- 14) **En conclusion** : pour franchir un certain nombre de seuil, s'il n'y a pas de pénalisation financière ou d'encouragement financier, les gens ne bougeront pas. En offrant des vélos électriques ou des composteurs, on crée de l'adhésion à la démarche qu'on propose, aux comportements qu'on suggère. Il est aussi possible de donner des éléments facilitateurs d'ordre pécunier ou symboliques (comme des ateliers de déplacements (échanges, participation)) qui donnent l'impression aux publics ciblés qu'ils ont des possibilités de choix.

## TÉMOIGNAGES « OUTILS ET DÉMARCHES DE COMMUNICATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE »

### La communication au service de l'élaboration et la diffusion de l'Agenda 21 de Saint Genis Laval

**Valentine Lemaire,**

*Chargée de l'Agenda 21, commune de Saint Genis Laval*

| Support de présentation en **Annexe 5**

### Le blog développement durable du Grand Lyon,

**Anouk Desouches,**

*chargée de mission DD, Grand Lyon*

| Support de présentation en **Annexe 6**



# L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE : DE LA PRISE DE CONSCIENCE À L'ENGAGEMENT ?

**Olivier Martel,**

*Chargé de mission Plan Education au Développement Durable, Grand Lyon*

| Support de présentation en **Annexe 7**

Après 2 chartes d'écologie urbaine, le Grand Lyon vote son Agenda 21 le 17 mai 2005. Celui-ci identifie 4 fonctions :

- concertation (Conseil de développement, charte de la participation...)
- communication (information et sensibilisation...) dont projets sur la communication engageante (psychologie sociale)
- formation (management ressources humaines)
- **éducation (formelle, non-formelle ou populaire, informelle)**

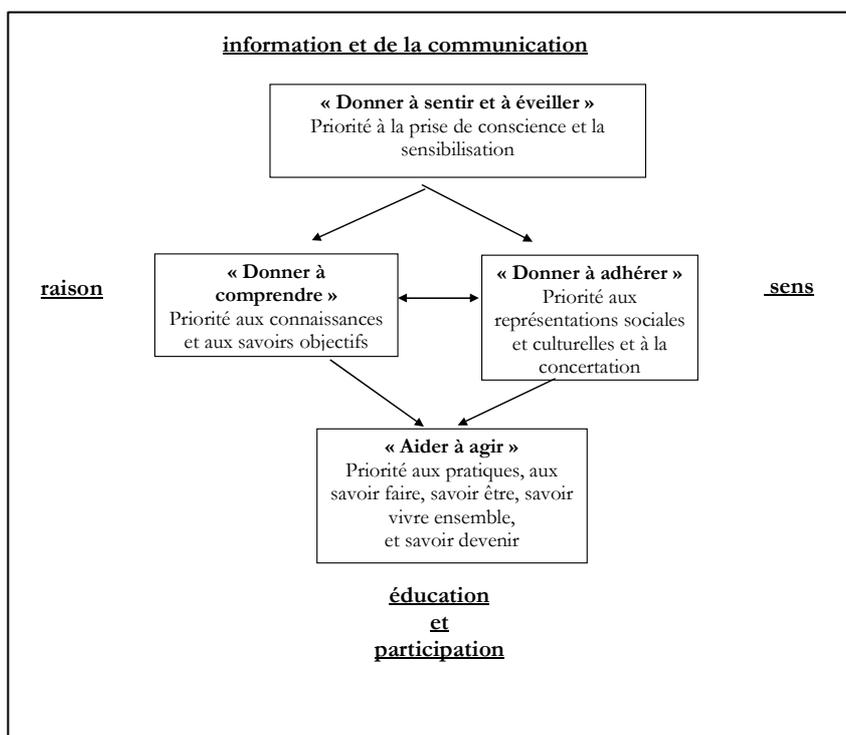
C'est pour remplir cette quatrième fonction qu'un Plan d'Education au Développement Durable voit le jour et est voté le 10 Juillet 2006 et reconduit pour ce mandat. Il est également reconduit dans l'actualisation de l'Agenda 21, voté en Novembre 2007.

La réalisation du Plan d'Education au Développement Durable s'explique par la volonté :

- d'affirmer des valeurs promouvant l'écocitoyenneté
- de mobiliser en interne un groupe interservices animé par le service stratégies d'agglomération
- de renforcer le partenariat avec les communes, la Direction Académique du Rhône (*dossier unique de partenariat pour tout projet à partir de septembre 2013*), l'Agence de l'Eau RMC,..
- de réaffirmer des objectifs et donner un nouveau cadre aux subventions données aux associations (conventions de partenariat)

L'Education au Développement Durable souhaité par le Plan dépasse la sensibilisation, pour **ambitionner l'évolution des valeurs et des comportements**. Pour atteindre cet objectif, les différentes actions du Plan s'appuient sur une combinaison de vecteurs (voir schéma ci après):

- L'information et la communication visent à « donner à sentir et à éveiller » : la priorité est donnée à la prise de conscience et à la sensibilisation
- L'apport de connaissances et de savoirs visent à « donner à comprendre » : on interpelle alors la raison du public ciblé
- La concertation et l'interpellation des représentations sociales visent à « donner à adhérer » : on interpelle alors les sens
- Enfin, par la mise en pratique des savoirs faire, savoirs être, savoir vivre ensemble et savoir devenir, vise à « aider à agir » : l'éducation permettant in fine de mettre le public ciblé dans l'agir et la participation.



Le champ d'intervention du Plan, selon les actions, s'appuie sur des théories allant de :

- la soumission librement consentie (« Traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens », Robert Vincent-Joule),
- à l'engagement pour le plaisir (« La convivialité » d'Yvan Illich)

A titre d'exemple, en matière de prise de conscience à l'action, les actions subventionnées ont évoluées comme suit :

- 1998 : d'une demi-journée d'animation à 3 demi-journées minimum
- 2003/2004, possibilité d'une semaine sur un thème, avec plusieurs partenaires

Il apparait que certaines thématiques sont régulièrement traités (déchets, énergie, nature et biodiversité, déplacements, ..) par contre des thèmes le sont moins, comme par exemple l'air. Sur ce thème le lien avec la santé et notamment le thème santé-environnement, est une voie à développer avec les acteurs de la santé.

Olivier Martel a ensuite présenté diverses actions du Plan (cf powerpoint).

Il a souligné, concernant les pédibus, que le cœur de cible à mobiliser sont les parents d'élèves. Il faut une animation renouvelée chaque année pour maintenir leur motivation. En général, deux motivations principales les mobilisent : la sécurité routière et l'environnement. Dans la durée, c'est souvent la convivialité de l'action qui permet de la pérenniser. Or, les collectivités ne peuvent mobiliser des budgets pour « faire la fête ». Le tassement du nombre de pédibus requiert une nouvelle réflexion des collectivités, pour son animation.

O. Martel a été secondé par l'association ARDAB pour dire quelques mots du projet « Familles à alimentation positive » récemment impulsé par la Région Rhône-Alpes avec CORABIO et pour le Grand Lyon avec l'ARDAB (Association Rhône-Loire de l'Agriculture Biologique) Le projet vise à expérimenter l'augmentation de la consommation familiale en produits bio. Sur une année scolaire, il intègre notamment 1 événement par mois et l'analyse des achats (plus d'info sur <http://famillesaalimentationpositive.fr/>).

Enfin il a rappelé diverses actualités, notamment le lancement de l'évaluation du plan d'éducation au développement durable et la réalisation en cours d'un film avec des élèves de Firminy (agglomération stéphanoise) et des élèves du Grand Lyon.

## TÉMOIGNAGES

### Projet Défi Ecol'Energie Dominique Babe

*Ajointe en charge de l'éducation, commune de Corbas*

Support de présentation en **Annexe 8**

### Le tri des déchets dans les évènements sportifs et culturels

#### Yohan Gillet et Yann Bellet

*Association AREMACS*

Support de présentation en **Annexe 10**



## ECHANGES

**Guy David**, maire de Saint Germain au Mont d'Or : J'aimerais faire une boutade par rapport à la communication. Je trouve que « plus on a de développement durable, plus on rencontre des situations précaires »

**Isabelle Champion**, chargée de mission Agenda 21 Val de Saône, Grand Lyon : J'aimerais poser une question à Valentine Lemaire : le site est il efficace ? quel est le taux de fréquentation ? est ce que ça fonctionne mieux ?

**Valentine Lemaire**, chargée de mission Agenda 21 Saint Genis Laval

On n'a pas encore comparé en revanche mais nous pouvons disposer du nombre de consultations de pages : je vous le donnerais plus tard.

**Marion Athiel**, chargée de mission Agenda 21 Rillieux-la-Pape : En ce qui concerne les pédibus, je souhaitais témoigner qu'à Rillieux-la-pape, nous avons eu de nombreuses lignes et d'ailleurs imaginé des fêtes de la convivialité. Malgré cela, aujourd'hui on observe une chute régulière du nombre de lignes

**Olivier Martel**, en charge du Plan Education au Développement Durable, Grand Lyon : ce constat repose la question de la manière dont on fait perdurer l'animation des démarches qu'on met en place. Toutes les démarches sont intéressantes mais elles sont sectorielles. Une fois expérimenté dans notre service, elles ont vocations à se poursuivre avec un portage de la direction sectorielle concernée. En ce qui concerne les pédibus, l'action est aujourd'hui sous la responsabilité de la Direction de la Voirie. Il n'y a donc plus de moyens mobilisés par notre Service pour l'animation. Le constat d'une baisse des lignes de pédibus peut revenir à se demander comment faire perdurer une expérimentation réussie, sans moyen, car il importe de mobiliser nos moyens d'expérimentation sur d'autres choses.

**Florence Mensah**, chargée de mission développement durable, Décines Charpieu

Je souhaite revenir sur les opérations de nettoyage : je ne suis pas sûre que ces journées aient un réel impact sur les changements de comportement. Souvent, elles ne sont pas valorisées et les semaines ou mois qui suivent, la mairie doit nettoyer toujours autant. D'autre part, je suis sceptique sur le fait de demander à des enfants de nettoyer les saletés laissées par les autres.

**Corinne Dubos**, élue en charge de l'Agenda 21 de Saint Priest : A St Priest, ce ne sont pas les enfants qui nettoient mais les habitants, les familles, les acteurs du quartier qui ont envie de se mobiliser. D'autre part, l'action est aussi une action de convivialité inter-quartier très appréciée des habitants. La création de lien social autour de cette action de prise en charge de l'espace public est essentielle année après année.

**Marion Athiel**, chargée de mission Agenda 21 Rillieux-la-Pape : je trouve aussi que c'est très important pour permettre des échanges entre personnes et entre quartiers. Cela peut aussi faire connaître les métiers du nettoyage des déchets.

Concernant le nettoyage des déchets d'événementiels, soit on agit sur du long terme, soit on a des actions ponctuelles.

**Yohan Gillet**, Président de l'association AREMACS : On observe effectivement une évolution : des réflexes se prennent, les gens sont de plus en plus sensibilisés, on arrive aujourd'hui à avoir des événements propres. Les publics jeunes, type concert électro / techno, sont beaucoup plus sensibilisés qu'on pourrait le penser. Les gens ont le réflexe de chercher des poubelles ; plusieurs événements (musique du monde, jardin des chartières, ...) ont fait l'effort d'équipement en poubelles. Cela manque maintenant pour la fête de la musique.

Je voudrais aussi souligner un point, peu visible dans les powerpoint : il s'agit du volet social de l'AREMACS. Face au constat que le schéma économique actuel est « peu stable », nous donnons à nos 200 bénévoles une contrepartie culturelle (places pour accéder aux spectacles contre un peu de temps pour expliquer au public la démarche de tri des déchets).

**Corentin Dassaud**, *Stagiaire, mairie de Collonges-au-Mont-d'Or* : je trouve l'action d' « écocup » également intéressantes. Le principe étant de remettre des verres en plastiques réutilisables, contre 1 euro supplémentaire, remboursable si l'on rend le verre.

**Yohan Gillet**, *Président de l'association AREMACS* : Il faut néanmoins être attentif aux filières de recyclage des produits usagés. C'est une vraie question. Dans notre cas, sur Marseille, nos équipes ont par exemple suivi les camions de collecte des déchets triés pour vérifier leur destination. Il faudrait aussi que les prestataires ou associations qui se mobilisent sur ce thème agissent en cohérence avec l'ambition de développement durable, pas uniquement sur un aspect environnemental donné comme les déchets, mais aussi sur l'ensemble de leur action (il ne sert à rien, par exemple, de renouveler les bannières tous les ans, si l'on peut les réutiliser, ..etc,..)

## ACTUALITES

- **Été 2013** : Une étude est en cours pour recenser les bonnes pratiques en matière de prévention des déchets sur le territoire du Grand Lyon. Elle est menée par la Direction Propreté. L'état des lieux s'appuiera sur une enquête (questionnaire et entretiens) auprès des communes notamment. L'idée est de produire notamment des « fiches retour d'expérience » et de collecter les attentes des communes par rapport aux services du Grand Lyon.  
**Cette enquête sera adressée aux communes avant l'été**
- **Débat National pour la Transition Energétique** : il pose la question des trajectoires énergétiques d'ici 2025 ? comment aller vers la transition énergétique ? Quel est le rôle de chacun ?  
La phase de concertation en cours est destinée à éclairer la loi de programmation qui devrait voir le jour en Octobre 2013 : Le Grand Lyon prépare une contribution, en soulevant notamment les besoins des collectivités locales. Si les communes souhaitent s'associer à ce travail, il est possible de contacter le Grand Lyon.  
Contact : Aurélie Gagnepain ([AGAGNEPAIN@grandlyon.org](mailto:AGAGNEPAIN@grandlyon.org))
- **20 et 21 Septembre 2013** : Conférence environnementale
- **25 et 26 Novembre 2013** : 7<sup>èmes</sup> Assises Nationales du Développement Durable à Marseille (<http://andd2013.regionpaca.fr>)

## BILAN CARBONE DE LA SEANCE

Support de présentation en **Annexe 9**

Corinne BLANCHET a présenté le bilan carbone de la séance, bilan qui a été réalisé à partir d'un questionnaire rempli à l'accueil par chacun des participants et indiquant leur nombre de kilomètres parcourus pour l'aller et retour depuis leur domicile, ainsi que les modes de transports adoptés.

Selon les 52 questionnaires collectés à l'accueil de la journée, les participants auront parcourus 3844 Km aller-retour, répartis comme suit :

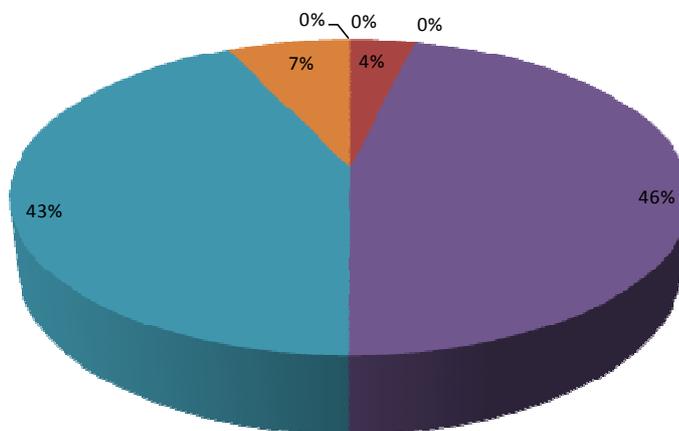
- 1412 km pour 1 intervenant venu en avion (non retenu dans les graphiques suivants)
- 650 km en TGV pour 1 autre intervenant
- 526 km en voiture solo
- 974 km en co-voiturage
- 275 km en TCL
- 7 km en vélo / piéton

Cela représente **229 kilos équivalent CO2 émis pour les déplacements de personnes**. Si l'on fait l'hypothèse que l'ensemble des autres postes (fournitures, énergie, buffet, ...) double le bilan carbone de l'évènement, cela représente 1/3 d'arbre à planter.

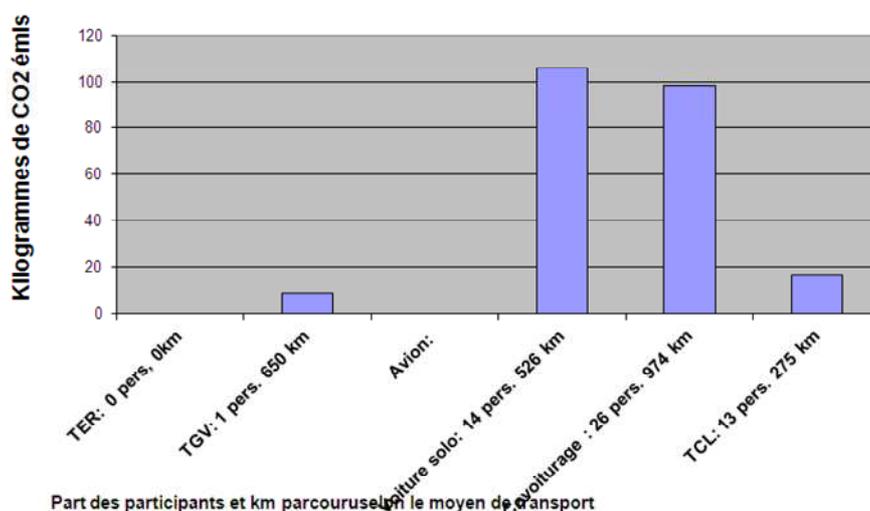


## CO2 émis par mode de déplacements Club DD du 25 juin 2013

■ TER    ■ TGV    ■ Avion    ■ Voiture solo    ■ co-voiturage    ■ TCL    ■ Vélo/piéton



## Emissions de CO2 liées aux déplacements du Club DD du 25 juin 2013



*A noter :* 13 personnes déclarent avoir modifié leur mode de déplacement par rapport à ce qu'ils auraient fait habituellement, ceci suite aux mailings d'invitation du Grand Lyon qui incitaient au co-voiturage ou à l'usage des TC. Il semblerait que ce soit plus cette incitation, que la création d'un évènement sur le site de covoiturage du Grand Lyon, qui ait porté ses fruits. En effet, la majorité de ceux qui ont tenté d'utiliser le site n'y sont pas parvenus. Le changement de comportement a été réalisé avec les moyens propres des participants.

# BENCHMARKING DE PRATIQUES INNOVANTES EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

**Maya Auguste,**  
*Apprentie, Service Stratégie d'Agglomération, Grand Lyon*

| Support de présentation en Annexe 11

Maya Auguste avait pour mission de *répondre à une demande de repérage d'actions innovantes sur les changements de comportements, pouvant être appropriées par les communes du Grand Lyon directement ou indirectement. Il s'agissait de pouvoir proposer aux élus et maire des nouvelles pratiques pouvant émerger sur leur territoire, et leur donner les clés et données précises pour qu'ils s'en saisissent, qu'ils soient en veille ou à l'écoute.*

De nombreuses actions existant, les actions analysées ont été représentées dans un tableau croisé, en fonction des thématiques (habitat, cohésion sociale, énergie, mobilité, alimentation, consommation, tri des déchets,...) de la localisation territoriale (local, régional, national, international) et du porteur de projet (association, pouvoir public, initiative citoyenne).

Maya Auguste a présenté de manière plus détaillée 7 d'entre elles, retenues car jugées innovantes et à même de donner des idées aux communes du Grand Lyon : passeport éco-citoyen à Villeneuve (Grenoble), Kaps à Villeurbanne (Grand Lyon), Mise à disposition de vélos aux habitants à Arcachon (Gironde), Publicité source d'eau potable à Lima (Pérou), le mouvement Disco Soupe (Allemagne), le Super Tri (Grenoble Alpes Métropole / la Métro), Wiki2D (Région PACA).

L'intérêt de cette présentation est de rendre concret ce qui a été dit le matin sur les changements de comportements et notamment de montrer, en conclusion, que :

1. L'action développée dépend du territoire et du public que l'on souhaite viser.
2. Des actions engageantes et innovantes (expérimentations) mises en place auprès du citoyen par différents porteurs de projets.
3. Emergence d'initiatives citoyennes que les communes du Grand Lyon peuvent valoriser et accompagner.
4. Certaines actions ne représentent pas des investissements lourds et touchent un public large.

## ECHANGES

**Aurélien** : Wiki2D est une idée intéressante pour le blog DD du Grand Lyon. Il faudrait pouvoir récupérer les informations des communes.

**Anouk Desouches**, chargée du développement durable, Service Stratégie d'Agglomération, Grand Lyon : C'est effectivement ce qui serait idéal. Que les communes contribuent au blog DD. Mais attention, dans le cas de Wiki2D, il y a 2 temps pleins pour assurer l'animation du site, ce qui n'est pas le cas pour le blog DD.

**François Zanette**, Saint Priest : J'apprécie pour ma part l'exemple du Kaps : c'est un projet solidaire cohérent, qui aide des personnes isolées

# TRAVAUX EN ATELIERS

Quatre ateliers ont été mis en place.

- Atelier 1 : Vers des comportements sobres en énergie : Famille à Economie Positive, Défi 80 km, Watt et Moi  
*Témoignage : Thibault Oustry, Agence Locale de l'Energie*  
*Modérateur : Denis Pozzobon, Grand Lyon*
- Atelier 2 : Consommer autrement en maintenant l'agriculture paysanne : situation dans le Rhône  
*Témoignage : Laure Galland, Alliance PEC Rhône Alpes*  
*Modérateur : Corinne Blanchet, ABCD-Durable*
- Atelier 3 : Développer l'esprit critique face au numérique  
*Témoignage : Doris Bruyas, Association Fréquence Ecoles*  
*Modérateur : Anouk Desouches, Grand Lyon*
- Atelier 4 : Accompagner les éco-gestes dans l'habitat : l'appartement pédagogique  
*Témoignage : Marina De Oliveira, Alliade Habitat*  
*Modérateur : Fabien Bourdon, Grand Lyon*

Après les témoignages et des échanges avec les témoins, les ateliers avaient pour objectif la **production collective de préconisations**.

Cette production s'est appuyée sur :

- un recensement, par les participants à l'atelier, des types d'actions possibles à mettre en œuvre (à court et moyen termes) à l'échelle des communes (**en annexe**).
- une identification des difficultés et obstacles à la mise en place de ces actions

Ces préconisations ont été restituées en plénière (voir ci-dessous) et font l'objet d'une **fiche préconisations plus détaillée**.

## RESTITUTION DES TRAVAUX EN ATELIERS

### ATELIER 1 : Vers des comportements sobres en énergie

*Participants : Olivier Borrel (Oullins), Delphine Lecler (Bron), Pascal Moutet (Grand Lyon), Virginie Demailly (Dardilly), Anastasia Musart (St Foy lès Lyon), Aurélie Gagnepain (Grand Lyon), Aurélien Chemier (Lyon), Kevin Delajoud (Lyon), Sophie Perrin (Tassin la Demi-Lune), Thibaut Oustry (ALE), Denis Pozzobon (Grand Lyon)*

4 types d'actions sont proposés :

**ACTION 1 : Faire mieux connaître les actions du Grand Lyon et ses ressources** (ex : catalogue du plan d'éducation DD) aux différents partenaires (bailleurs, services des communes, CCAS, MJC,..).

*Freins : Etre attentif notamment au canal de communication vers les communes (l'information adressée par le Grand Lyon au maire / DGS / référent thématique énergie / n'est parfois pas (ou tardivement) diffusé en interne des communes, dans les services concernés, les MJC ou autres...)*

Séance du 25 juin 2013

ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS DE COMPORTEMENTS :  
NOUVELLES PRATIQUES PROFESSIONNELLES, NOUVELLES APPROCHES

21 / 30

**ACTION 2 : Améliorer le ciblage de la communication en développant des fichiers ciblés** (mailing listes, coordonnées, etc..)

*Freins*: Manque de volonté et difficultés d'échanger l'information et les fichiers en interne des collectivités et avec les partenaires.

**ACTION 3 : Travailler en mode projet** (définir les objectifs, les cibles, les moyens humains et financiers à mettre en œuvre, les délais de mise en œuvre,...)

*Freins*: Avoir préalablement le même niveau de connaissance du mode projet, prendre le temps nécessaire pour connaître ce mode, partager une culture commune du mode projet, être conscient et accepter la lourdeur au démarrage, veiller au temps différent entre les techniciens et les élus,

**ACTION 4 : Valoriser les actions locales et fêter leurs victoires** (même petites..).

*Freins* : Avoir quelque chose à valoriser, détecter ce qui est valorisable, savoir ce qui se passe,... et trouver la bonne forme pour le valoriser.

**PRÉCONISATIONS**

- **Mettre en place une cellule ressource** (qui facilite la gestion des fichiers de contacts) et des référents (élus et techniciens) dans chaque service des communes pour partager ces fichiers
- **Faire mieux connaître les actions du Grand Lyon et ses ressources** (ex : catalogue du plan d'éducation DD) aux différents partenaires (bailleurs, services des communes, CCAS, MJC,...). (= préconisation au Grand Lyon)
- **Développer la formation au mode projet**
- **Mettre en place une communication ciblée et compréhensible** : S'appuyer sur le terrain, les porteurs d'action, pour détecter les actions valorisables, les faire connaître et en parler le mieux

**Atelier 2 : Consommer autrement en maintenant l'agriculture périurbaine**

*Participants* : Olivia De Roubin (Lyon), Christine Rami (Chassieu), Valentine Lemaire (St Genis Laval), Pascal Jalabert (Bron), Maya Auguste (Grand Lyon), Véronique Hartmann (Grand Lyon), Jean Louis Azema (Grand Lyon), Corentin Dassaud (Collonges), Margaux Pery (Feyzin), Claire Trivier (Collonges au Mont d'Or), Laure Galland (Alliance PEC Rhône Alpes), Corinne Blanchet (ABCD-Durable)

4 types d'actions sont proposés :

**ACTION 1 : Communiquer et informer** (ex : articles dans le bulletin municipal, information sur le site internet de la collectivité, bulletin et stand lors d'événements festifs et d'animations culturelles ou thématiques, comme la fête de l'environnement, la semaine du DD, la Ste Catherine, ...etc...)

*Freins* : Etre attentif à ne pas avoir un effet de distorsion de concurrence en communiquant sur une AMAP en particulier, alors que celle-ci est aujourd'hui partie prenante d'un système concurrentiel où des acteurs marchands développent des activités comparables quand à certains objectifs.

**ACTION 2 : Développer les sensibilisations pédagogiques et l'éducation vers des publics ciblés** (scolaires, familles au travers d'ateliers cuisine, ..)

**ACTION 3 : Accompagner l'installation, le fonctionnement et la démultiplication des AMAP** (locaux, accueil en marché forains, aide méthodologique pour une transformation partielle des produits finis, aide financière en fonction du temps passé d'associations / fédérations d'aide aux AMAP, ..)

*Freins* :



*Etre attentif à ne pas avoir un effet de distorsion de concurrence : ne pas aider une AMAP en particulier mais des regroupements d'AMAP par exemple  
Etudier finement les aspects juridiques et réglementaires*

#### **ACTION 4 : Préserver les terrains agricoles et accompagner l'installation des agriculteurs**

*Freins :*

*Mettre en cohérence un objectif d'aide à l'activité agricole de proximité avec les outils d'urbanisme et l'occupation du territoire (PLU, SCOT): face à la pression foncière notamment en milieu périurbain, protéger les espaces agricoles existants,  
Aider à l'installation de jeunes agriculteurs  
Accompagner la transmission d'exploitations existantes*

### **PRÉCONISATIONS**

- **Subventionner les groupements d'associations afin de développer / renforcer les AMAP individuellement dans le cadre d'un réseau**
- Dans le Plan Education au Développement Durable, **renforcer les actions en faveur de la consommation de proximité** (en lien avec les familles à alimentation positive, ...)
- **Accompagner des projets globaux de communes** intégrant différents volets complémentaires comme le lien avec les actions de solidarité (épicerie solidaire, politique de la ville, ..), les actions d'éducation (éducation au DD, actions vers le public scolaire, semaine du goût,..), la valorisation et l'information (évènementiels, marchés forains, magazine municipale, internet, ...), l'action vers de nouveaux comportements des familles (ateliers cuisines, ...) et l'aide ciblée (logistique, technique, local ou terrain, etc...)

### **Atelier 3 : Éduquer au numérique, développer l'esprit critique**

*Participants : Aurélien Soulier (Grand Lyon), Antoine Limouzin (Lyon), Djamel Benzeghiba (Lyon), Cécile Vigouroux (Vénissieux), François Zanette (Saint Priest), Léry Jicquel (Chassieu), Doris Bruyas & Dominique Mégard (Fréquence Ecoles), Anouk Desouches (Grand Lyon)*

Echange préalable de l'atelier : « Faire de l'éducation au numérique contribue au développement durable, en luttant contre la fracture numérique et sociale, et en devenant acteur de la consommation (meilleure compréhension des limites et dangers de la publicité par exemple, développement d'un esprit critique, ...) »

4 types d'actions sont proposés (à porter par le Grand Lyon ou par les communes) :

#### **ACTION 1 : Définir les structures et lieux de l'Education au Numérique**

*Freins : moyens nécessaires (humains et financiers), intérêt au numérique inégal selon les personnes (« on ne partage pas tous l'intérêt à l'éducation au numérique »), légitimité de la collectivité à porter ce type d'action à préciser.*

#### **ACTION 2 : Développer l'esprit critique des usagers.**

*Freins : définir les porteurs d'actions (services éducation + association), avoir la qualification (souvent besoin de former le porteur d'actions), identifier les publics cibles (adultes, parents, enfants, enseignants, ...)*

### **ACTION 3 : Utiliser le numérique comme support d'éducation au développement durable**

*Freins* : numérique non accessible à tous, besoin de mobiliser les CCAS et acteurs sociaux pour prendre en compte la notion de fracture numérique

#### **PRÉCONISATIONS**

- **Intégrer l'Education aux médias dans le temps périscolaire**

*Cibles* : les enfants et les parents ; *Partenaires* : les services éducation et association)

- **Accompagner la prise en compte de la fracture numérique par les CCAS, acteurs sociaux**  
(ABS - Analyse de Besoins Sociaux, ..)

- **Mieux utiliser, et plus souvent, les outils numériques pour valoriser les projets DD**

*Cibles* : chargés de mission et service communication

#### **Atelier 4 : Eco-gestes dans l'habitat**

*Participants* : Corinne Schneider (Chassieu), Marion Athiel (Rillieux-la-pape), Pascal Kremer (Chassieu), Chloé Spitz (ALE), Guy David (Saint Germain au Mont d'Or), Luc Gay (Corbas), Frédéric Brocard (Dardilly), Isabelle Campion (Grand Lyon), Tiffany Rouzier (Alliade Habitat), Marina De Oliveira (Alliade Habitat), Fabien Bordon (Grand Lyon)

3 types d'actions, cohérentes et complémentaires (concomitantes), sont proposés (à porter par le Grand Lyon ou par les communes) :

**ACTION 1 : Animations de proximité pérennes impliquant les habitants.**

*Freins* : éviter l'injonction, difficulté de mobiliser les habitants, difficulté d'avoir des partenaires pérennes

**ACTION 2 : Création de mesures incitatives financières ou techniques pour de bonnes pratiques**

*Freins* : manque de volonté politique (après le manque de moyens financiers), risque de scepticisme des habitants face à des incitations (ça sert à rien, s'estiment infantilisés, etc...).

**ACTION 3 : Diffusion de solutions pragmatiques et techniques aux habitants** (ex : pack énergie, info isolations, etc...)

*Freins* : le principe de précaution est un prétexte à l'inaction / risque du lobbying ou du marketing des concepteurs de solutions.

#### **PRÉCONISATIONS**

- **Formation** des animateurs, mise en place de relais de communication et de réseaux de partenaires variés

- **Elaboration partagée des engagements et de la définition des mesures incitatives** à mettre en place (« une vraie concertation avec les partenaires »)

- **Expérimentation** avant généralisation / Mettre en parallèle à l'action une veille technologique (benchmarking notamment ailleurs)

## DEBAT CONCLUSIF

**Jean Marie Gleizes, TAT / ABCD-Durable :** Après cette journée riche d'échanges et de partage d'expériences, je vous propose un nouveau temps de débat, à partir des questions posées ce matin.

De quelle manière on peut mieux pérenniser ces actions de changements de comportements que l'on engage ? est ce qu'on le fait à partir d'actions sectorielles, en ciblant des individus, ou doit-on chercher à avoir des modifications plus globales de comportement ?

**Guy David, maire de St Germain au Mont d'Or :** si on cherche à formuler un avis général, on risque d'être vague et d'être incantatoire. Je reprendrais volontiers l'idée de monsieur olivier martel par exemple. L'affaire des pédibus est intéressante ; on les a mis en place et ils ont des bénéfices très importants : économie, santé, environnement, pratique à pied, etc... mais, si aujourd'hui, cela ne marche plus aussi bien que pendant les premières années, à mon avis, c'est que l'on a cru qu'en un, deux ou trois ans, on allait retrouver une pratique vertueuse. Cela n'est pas le cas... la pratique est loin d'être spontanée dans les communes : comme entre temps, le Grand Lyon a changé les modalités d'accompagnement et de financement des pédibus, et que l'on a finalement peu communiqué sur ceux mis en place et sur les réussites, aujourd'hui, on n'en parle plus dans les mêmes termes et avec la même volonté de les faire durer. On est au cœur d'un exemple très parlant.

**Jean Louis Azéma, responsable du Service Stratégie d'Agglomération, Grand Lyon :** la question qui est posée là est celle de la démultiplication. Le Grand Lyon peut avoir un rôle d'incubateur, d'initiateur, d'impulseur, mais se pose ensuite la question du passage à une échelle plus grande, de généralisation à l'échelle de l'agglomération des bonnes expérimentations. Là, le Grand Lyon n'est plus adéquat : les partenaires locaux sont alors à la bonne échelle pour prendre le relais ; si on centralise trop les projets, on ne trouvera pas des solutions bonnes pour chaque territoire. Je pense qu'il faut tout faire, et à toutes les échelles, il faut démultiplier de toutes les manières possibles, il faut trouver les bons acteurs relais. Le Grand Lyon ne doit pas se retirer, mais il faut trouver des parents d'élèves volontaires.... la question posée est de trouver des moyens d'animation. A un moment donné, on ne peut plus aller au-delà, il faut vérifier si l'animation actuelle répond aux attentes. On a le même problème pour les familles à énergie positive. Comment démultiplier maintenant ? On aura donné à voir, vérifié par l'expérimentation que cela marche, mais sans structure relais, ce n'est pas possible de démultiplier...

**Jean Marie Gleizes, TAT / ABCD-Durable :** Finalement, ne faut-il pas se demander si toute action n'a pas sa propre limite ? peut-on la dépasser ?

**Corinne Blanchet, ABCD-Durable :** Toutes les actions évoquées s'appuie sur des échanges avec les citoyens. Aremacs, les Kaps... La manière de démultiplier ne réside-t-elle pas dans un nouveau type d'échanges.. au dela de l'institutionnel qui orchestre, s'appuyer sur des initiatives citoyennes, des espaces de création de lien social.

**Un participant :** Les collectivités devraient animer les réseaux. Il faut accompagner les personnes et acteurs du territoire, leur proposer des échanges, de nouveaux sujets, en utilisant les personnes déjà impliquées dans une première action, et les guider vers d'autres actions. Il n'est pas concevable de travailler en « one shot » : si l'on rentre dans un réseau avec un fil qu'on tire, il y en a toujours d'autres derrière.

Il faut également citer la question de l'exemplarité des collectivités : elle me semble essentielle. On peut par exemple citer la commande publique responsable. C'est une dimension de l'exemplarité, qu'il faut faire connaître, faire savoir car elle entraîne d'autres acteurs dans la bonne direction.

**Denis Pozzobon, Mission Coordination Territoriale, Grand Lyon :** Lorsque l'on est à l'étape de mise en œuvre d'un projet, on met les moyens nécessaires, mais lorsque le projet finit par se traduire en pratique, en routine, les moyens sont allégés voire supprimés. Sans relais, malheureusement cela peut péricliter. C'est notre façon de travailler, qui se confronte au constat que nos acquis ne sont pas définitifs.

On parle souvent d'assistance (« on assiste les personnes ») Aujourd'hui, peut-être faudrait-il avancer vers plus de **coopération** : elle permet une reconnaissance, une valorisation de l'action de chacun ; elle met en visibilité ce que font ceux qui participent à l'action (« je participe, on me voit »). On peut alors aller plus loin avec moins de moyens. Dans l'avenir, on aura moins les moyens d'assister : on entre dans une ère de coopération et de contre parties.

**Jean Marie Gleizes**, TAT / ABCD-Durable : Il faut accepter que le passage de l'expérimentation à la généralisation soit périlleux, hasardeux. Prenons l'exemple des amap. On initie aujourd'hui une nouvelle ère de consommation : le fait qu'il y ait un pallier à la multiplication des amap est peut être normal.. peut être, peut il être dépassé ? en trouvant d'autres partenariats ?, en s'appuyant sur des forces et connaissances citoyennes ?, etc....

**Jean Louis Azéma**, responsable du Service Stratégie d'Agglomération, Grand Lyon : Les collectivités ne devraient-elles pas plutôt identifier les actions mises en place par les citoyens, les soutenir, les promouvoir plutôt que d'initier de nouvelles choses ? Il faudrait peut être plus soutenir le terrain, relayer les actions citoyennes.

**Jean Marie Gleizes**, TAT / ABCD-Durable : Il faut être attentif aux signaux faibles portés par des citoyens, qui peuvent être encouragés. « Fêter les victoires », c'est intéressant de dire cela, car en psychologie cela porte le nom de renforcement positif (« tu es appelé à un bon avenir, nous allons t'aider à faire pousser cela »).

**Anouk Desouches**, chargée du développement durable, Service Stratégie d'Agglomération, Grand Lyon : Nous avons tous un sujet commun, une préoccupation commune : il s'agit de pérenniser et démultiplier. Peut être faudrait-il plus aborder ces aspects dans les futures expérimentations, faire émerger des idées pour faciliter la démultiplication des bonnes pratiques. Sur les actions à venir, travailler côté à côté et à plusieurs peut permettre d'avoir un effet démultiplicateurs autour de leviers partagés.

Dans les différents sujets du club, on a essayé de faire émerger des sujets communs ; on pourra aller sur des sujets ciblés et plus en détails si vous le souhaitez ; on vous fera des propositions en ce sens.

## PROCHAINES ECHEANCES

- 24 Septembre 2013, en matinée au Grand Lyon : Contexte de la métropolisation
- Octobre 2013, en matinée au GL : Révision du PLUH
- Décembre 2013, en matinée au GL : Métropolisation / approfondissement
- Atelier de suivi et d'évaluation du Club DD : Projet de rapport produit pour Septembre 2013 (suite aux travaux des 17 mai et 17 juin 2013, et de l'enquête auprès des communes de mai 2013)

## CONCLUSION ET CLOTURE

### Michel Reppelin

*Vice-président du Grand Lyon chargé du Club pour le développement durable  
Maire de Collonges-au-Mont-d'Or*

J'aimerais partager avec vous, non pas des conclusions, mais un avis éclairé de vieux routier.

En 2002, Johannesburg fut un temps fort pour le développement durable : j'étais présent. Nous étions dans le temps de la « recherche action ». Le premier Agenda 21 du Grand Lyon, traduisait la stratégie retenue par le Grand Lyon : si l'agglomération voulait parler, exprimer des recommandations et porter des politiques en faveur du DD, il fallait d'abord qu'elle soit exemplaire. Donc en 2004, on s'intéressait beaucoup à montrer ce que nous faisons, puis à progresser. Et si l'on progresse, on peut ensuite chercher à démultiplier. Ainsi, une progression importante en 2007 a été d'introduire dans l'Agenda 21 une stratégie énergétique. Néanmoins, le 2<sup>ème</sup> Agenda 21 de 2007 restait encore celui de la collectivité : il touchait peu les communes, les habitants. Il visait néanmoins à donner une ligne de conduite, afin que les efforts ne se dispersent pas trop. Le club développement durable a été mis place, s'est étoffé.



Avec le nouveau mandat de 2008, un grand changement a été opéré. Le développement durable a moins été considéré comme superflu. Des adjoints au développement durable sont apparus dans de nombreuses communes de l'agglomération. Une mission développement durable s'est mise en place à l'agglomération. On a pu travailler avec des relais locaux, des agendas 21 sont apparus dans les communes : on pouvait mieux tracer des lignes locales adaptées aux territoires.

Aujourd'hui je pense que nous sommes à nouveau dans une période adéquate pour faire un grand pas, et pour continuer de démultiplier la bonne parole et les bons gestes... et notamment dans le prochain mandat.

Un maire convaincu et un adjoint au développement durable, cela ne suffit pas. Il faut des chargés de missions, il faut des réunions avec les habitants, il faut faire comprendre que les projets prennent du temps, que le maire ne décide pas tout seul, que l'on doit co-construire et que le changement est engagé.

On a encore des progrès à faire dans la valorisation des « success story » : par exemple, en Val de Saône, nous avons produit un document récapitulatif des exemples de réussites : 150 à 200 réalisations faites par des habitants, des associations, ou des collectivités dans l'esprit du DD sur le territoire. Cependant, il est trop lourd et peut être efficace de diffuser cette information sous la forme d'un document.

Je pense que nous ne disposons pas des outils adéquats pour faire connaître les choses : il ne suffit pas de diffuser de l'information, il faut aussi l'expliquer, l'accompagner, sinon on n'avancera pas.

Par ailleurs, nous avons des progrès à faire en matière de suivi et d'évaluation : nous ne sommes pas encore suffisamment avancés en matière d'indicateurs. Du coup, on n'est pas en mesure de donner des résultats, de dire par exemple combien de longueurs de trottoirs ont été réalisés pour régler les conflits voitures / piétons etc... Il faudrait, au niveau d'un territoire ou du club Développement Durable, que l'on récolte tous les résultats communaux et que l'on produise un profil de l'ensemble des communes (ex : les kW/h économisés, le kW/h d'ENR produits, ...)

Pour le Plan Energie Climat, le Club DD a été missionné pour contribuer à ce suivi : mais on n'a pas été en mesure de collecter et comptabiliser les informations. C'est dommage de ne pas être en mesure de monter les réalisations des 58 communes, de pouvoir montrer ce que celles-ci ont réalisé avec le Grand Lyon, les investissements de chaque commune, etc... Il faudrait que l'on ait un groupe d'indicateurs communs pour progresser.

Il est essentiel de montrer et rendre compte de ce qui a été fait, avec un petit financement, et ce que cela a entraîné ou généré derrière comme résultats. Montrer ainsi l'exemple et espérer un effet d'entraînement. Dans l'industrie où je travaillais, on croyait à la théorie de l'escalier : il se balaye par le haut et après on descend, ce qui permet d'immerger tout le monde.

Je souhaite également souligner un point primordial : on parle beaucoup du volet social du développement durable. Nous allons avoir une opportunité à saisir, avec la mise en place de la Métropole. En effet, elle s'accompagne de la « redistribution » de compétences sociales du département. Or, le Grand Lyon est avant tout une « machine à investir » dans des projets d'infrastructures et d'aménagement. Le Grand Lyon connaît mal les aspects humains. Avec la gouvernance territoriale que l'on essaye de mettre en place pour plus tard, il est clair que la relation de proximité avec les habitants sera à maintenir. Mais qui s'en chargera et comment ? Que deviendront les Maisons du Rhône ?

Le Club DD a une opportunité forte d'apporter un regard, une contribution pour répondre à cette question... Comment les maires s'impliqueront-ils dans la connaissance et la gestion territoriale de proximité, en ambitionnant d'avoir un message global sur le logement social, l'aide à l'emploi, les aides sociales, ... C'est un message d'espoir que je souhaite ainsi vous transmettre : la métropole sera un bon levier, j'en suis certain.

Encore merci de votre participation et bon été.

# SYNTHÈSE DES EVALUATIONS INDIVIDUELLES DE LA SEANCE CLUB DD DU 25 JUIN 2013

23 questionnaires ont été collectés et dépouillés.

## 1- Niveau global de satisfaction

	Très satisfait	Satisfait	Indécis	Déçu	Sans réponse	Total
Commune	3	11	1	1 (**)		16
Grand Lyon	1	4				5
Externe (*)	2					2
TOTAL	6	15	1	1		23

(\*) : intervenants, associations, exposant... : *répondants* : Air Rhône Alpes, CERTU

(\*\*) : stagiaire

## 2- Niveaux de satisfaction par rapport à :

	Très bon	Bon	Suffisant	Mauvais	SR (*)	Commentaire	Total
La qualité et la pertinence des informations apportées	6	15	1		1		23
L'intérêt, le caractère concret des apports pour vous aider à agir à votre échelle	1	17	4		1		23
La qualité du dialogue et des échanges	1	14	5	1 (**)	2		23
L'animation	2	19	1		1		23
Les divers ateliers de réflexion	3	11	4		4	1 (non présent)	23
<b>Spécifiquement pour votre atelier :</b>							
<i>Le témoignage</i>	6	9	2		5	1 (non présent)	23
<i>Les échanges</i>	3	12	2		5	1 (non présent)	23
<i>La production du groupe</i>	2	9	5	1 (***)	5	1 (non présent)	23
L'organisation (lieu, durée, ...)	3	6	4	1	9		23

(\*) SR : sans réponse

(\*\*) « Manque de temps »

(\*\*\*) « Un peu dubitative et sceptique sur le format « ateliers aux postit » avec injonction de « production » (d'idées). A mon avis, il faut un peu de temps et de recul pour que les idées « murent » »

### Commentaires :

- « Très bonne idée de faire le club à l'extérieur, malgré le temps et les problèmes techniques »
- « Heureusement qu'il n'a pas plu ! »
- « Difficile d'accès en transports en commun ! »
- « Trop froid ! trop d'intervenants, car même si les présentations étaient très bien, le programme était trop dense. »
- « Comme d'habitude, beaucoup d'intervenants, et beaucoup de retard par rapport au planning »
- « Pas assez d'échanges, de débat, sur les projets qui fonctionnent, les succès story ... de l'optimisme ! »



### 3- Souhait des participants de démultiplier des actions présentées pendant le Club DD sur leur territoire

	OUI	NON	SR (sans réponse)
Commune	10	3	4 (dont 2 stagiaires)
Grand Lyon	1	1	1
Externe (*)		1	2
(*) : intervenants, associations, exposant...	11	5	7

#### Actions que les participants aimeraient démultiplier sur leur territoire :

« Familles à énergie positives, Ecoles », « Education aux médias », « Actions avec les habitants », « Eco-manifestations », « Management de la mobilité, gestion encombrants Grenoble, kit économie d'énergie », « Installation de solutions techniques proposées »

#### Autres commentaires :

« Non, car on travaille sur toute la région », « Peut être », « Je ne sais pas »

### 4- Appréciation des participants au regard de la dimension DD-responsable du Club DD

Les participants ont-ils **remarqué les mesures** mises en œuvre (proposition de covoiturage, buffet bio et végétarien, dossier du participant allégé, ...)?

OUI		NON		Sans réponse	TOTAL
21 participants	Soit 91%	1 participants	Soit 4%	1	23

Les participants pensent-ils nécessaire **de réduire encore plus la distribution de papier ?**

OUI		NON		Sans réponse	TOTAL
13 participants	Soit 56%	8 participants	Soit 35 %	2	23

Commentaires : Mettre 2 pages sur chaque recto et verso d'une feuille

Les participants ont-ils été satisfaits du **repas ?**

Très satisfait	Satisfait		Mitigé	Déçu		SR	TOTAL
8 participants	9 participants	<b>Soit 74%</b>	1 participant	1 participant	<b>Soit 9%</b>	4	23

Appréciation du repas :

	Très bon		Bon		Suffisant		Mauvais	SR		TOTAL
Goût	6	26%	10	43,5%	3	13%	0	4	17,5%	23
Qualité	11	47,8%	5	21,7%	3	13%	0	4	17,5%	23
Esthétique	7	30,4 %	11	47,8 %	1	4,3%	0	4	17,5%	23

Les participants ont-ils co-voituré ?

OUI		NON		Sans réponse	TOTAL
9 participants	Soit 39,2 %	13 participants	Soit 56,5%	1	23

Les participants ont-ils utilisé la plate-forme co-voiturage ouverte pour le Club DD ?

OUI		NON		Sans réponse	TOTAL
8 participants	Soit 34,8%	13	Soit 56,5%	2	23

Commentaires : « plus de places ! »

Les moyens de mobilité mis à votre disposition lors du Club DD ont-ils incité les participants à changer de comportement ?

OUI		NON		Sans réponse	TOTAL
8 participants	Soit 34,8%	14	Soit 60,8%	1	23

Commentaires :

« Oui, proposition covoiturage et indication TCL très appréciés (TCL utilisé). Repas très apprécié, permet de montrer que la cuisine végétarienne peut être bonne et inventive. Proposition complémentaire : penser à récupérer les supports de badges pour redistribution ultérieure »

« Ai pris le bus 43 comme indiqué »

« Aller en covoiturage, Retour en bus »

« Même sans incitation du Grand Lyon, j'aurais quand même co-voituré ou pris le bus pour venir »

« je prends déjà les transports en commun au quotidien »

« Non, car utilisation des transports en commun »

« Non, car je suis venue en vélo »

« Plateforme peu ergonomique »

« Inscrite au site covoiturage »

« Site peu lisible »

« Je n'ai pas eu le choix, du fait de mon lieu d'habitation et de mon planning »

## Point de vue sur la recherche du propriétaire du badge – non faite

« Pas fait, mais très bonne idée, facilite la reconnaissance »

« Non, mais très bonne idée »

« Oui, permet de faire de nouvelles connaissances »

« Arrivée trop tard »

« Non, mais à continuer »

## Autres commentaires

« Thématique du « changement de comportements » très intéressante : dommage que le temps imparti pour intervenir (1/4 h) fût trop court pour avoir le temps de tout dire ! »

« Très intéressée par les deux interventions venant de « l'extérieur » (associations) celles de Christophe BULTEL (Cap'com) et celle d'AREMACS sur les déchets. Merci pour l'organisation de cette journée qui reste riche en échanges (même parallèles durant le temps de repas), rencontres et tient lieu de creuset d'idées et de réflexions »

« Bonnes initiatives : bilan carbone + plateforme de covoiturage »